Ledit fonctionnaire doit exercer sa mission selon les règles régissant la profession.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 41. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment l'ordonnance n° 70-91 du 15 décembre 1970 susvisée.

Art. 42. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 12 juillet 1988.

Chadli BENDJEDID.

D E C R E T S

Décret n° 88-132 du 12 juillet 1988 fixant la composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions de la commission de la nomenclature et du tarif des douanes.

Le président peut, en outre, faire appel à des experts ou à toute personne dont la compétence particulière est susceptible d'éclairer les membres de la commission.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966 portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 72-68 du 29 décembre 1972 portant loi de finances pour 1973, notamment son article 28 instituant le tarif des douanes ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes, notamment ses articles 10, 13, 14, 16, 18, 99, 100, 101 et 102 ;

Art. 3. — Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la direction générale des douanes. Le siège de la commission est fixé à la direction générale des douanes.

Art. 4. — Conformément aux dispositions du code des douanes, la commission statue sur les réclamations formulées contre les décisions d'assimilation et de classement des marchandises par l'administration des douanes ainsi que sur les contestations nées des vérifications portant sur l'espèce, l'origine ou la valeur des marchandises.

Art. 5. — Le recours devant la commission est précédé d'un recours hiérarchique auprès de l'administration des douanes qui est tenue de se prononcer dans les vingt (20) jours suivant l'introduction du recours.

Décrète :

Article 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de fixer la composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions de la commission de la nomenclature et du tarif des douanes.

Art. 2. — La commission de la nomenclature et du tarif des douanes est composée ainsi qu'il suit :

- un représentant du ministère des finances (Président) ;
- un représentant du ministère de la défense nationale ;
- un représentant du ministère des transports ;
- un représentant du ministère des industries chimiques et pétrochimiques ;
- un représentant du ministère des industries légères ;
- un représentant du ministère de l'agriculture ;
- un représentant du ministère du commerce ;
- un représentant du délégué à la planification ;

Art. 6. — Le requérant établit un acte de recours, en double exemplaire, conforme au modèle établi par la direction générale des douanes et comportant notamment :

- les nom, qualité et domicile du demandeur ;
- l'exposé des moyens ;
- le nom de l'expert choisi, le cas échéant ;
- la mention du recours hiérarchique préalablement exercé.

Conformément aux dispositions de l'article 99 du code des douanes, le requérant en avise le receveur des douanes concerné dans les quarante huit (48) heures suivant le dépôt du recours.

Art. 7. — la requête établie dans les formes prévues à l'article 6 ci-dessus, est adressée au président de la commission.

Elle est appuyée de l'original des documents et des échantillons nécessaires à l'instruction de la réclamation.